

DECLARATION OF PRESIDENT SCHWEBEL

I have voted for the Order, but with disquiet. The sensitive issues it poses have been hastily, if ably, argued. The evidence introduced is bare. The Court's consideration of the issues of law and fact, in the circumstances imposed upon it, has been summary. The United States maintains that no State has ever before claimed as Paraguay now does that, because of lack of consular access under the Vienna Convention on Consular Relations, the results of a trial, conviction, and appeal should be voided. Not only has the United States apologized to Paraguay for the unintentional failure of notification to Paraguay's consul of the arrest and trial of the accused, but it has taken substantial steps to strengthen what appears to be a practice in the United States of variable compliance with the obligations imposed upon it by the Vienna Convention.

All this said, I have voted for the Order indicating provisional measures suggested pursuant to Article 41 of the Statute of the Court. Those measures ought to be taken to preserve the rights of Paraguay in a situation of incontestable urgency.

I have so voted essentially for these reasons. There is an admitted failure by the Commonwealth of Virginia to have afforded Paraguay timely consular access, that is to say, there is an admitted breach of treaty. An apology and Federal provision for avoidance of future such lapses does not assist the accused, who Paraguay alleges was or may have been prejudiced by lack of consular access, a question which is for the merits. It is of obvious importance to the maintenance and development of a rule of law among States that the obligations imposed by treaties be complied with and that, where they are not, reparation be required. The mutuality of interest of States in the effective observance of the obligations of the Vienna Convention on Consular Relations is the greater in the intermixed global community of today and tomorrow (and the citizens of no State have a higher interest in the observance of those obligations than the peripatetic citizens of the United States). In my view, these considerations outweigh the serious difficulties which this Order imposes on the authorities of the United States and Virginia.

(Signed) Stephen M. SCHWEBEL.

DÉCLARATION DE M. SCHWEBEL, PRÉSIDENT

[Traduction]

J'ai voté pour l'ordonnance, mais non sans appréhension. Les questions délicates qu'elle soulève ont été débattues à la hâte, bien qu'avec beaucoup de talent. Les moyens de preuve produits sont extrêmement succincts. La Cour n'a pu procéder qu'à une analyse sommaire des points de droit et de fait dans les circonstances qui lui avaient été imposées. Les Etats-Unis soutiennent qu'aucun Etat n'a jamais prétendu, comme le fait maintenant le Paraguay, que le droit de communication avec les fonctionnaires consulaires prévu par la convention de Vienne sur les relations consulaires n'ayant pas été respecté les décisions se rapportant à une procédure judiciaire, une déclaration de culpabilité et un appel doivent être annulés. Les Etats-Unis ont non seulement présenté des excuses au Paraguay pour avoir omis involontairement de notifier à son consul l'arrestation et le jugement de l'accusé, mais ils ont aussi pris des mesures concrètes pour renforcer le respect, qui semble être assez inégal sur leur territoire, des obligations que leur impose la convention de Vienne.

Cela étant dit, j'ai voté en faveur de l'ordonnance indiquant des mesures conservatoires en application de l'article 41 du Statut de la Cour. Ces mesures doivent être prises pour sauvegarder les droits du Paraguay dans une situation d'urgence incontestable.

Je me suis prononcé en faveur de l'ordonnance essentiellement pour les raisons suivantes: l'Etat de Virginie ayant admis qu'il avait omis d'accorder au consulat du Paraguay la possibilité de communiquer en temps utile avec l'accusé, il est reconnu que le traité a été violé. Le fait que des excuses ont été présentées et que des dispositions ont été prises au niveau fédéral pour éviter que de tels manquements ne se reproduisent ne présente aucune utilité pour l'accusé qui, selon le Paraguay, a subi ou a pu subir un préjudice parce qu'il n'a pu communiquer avec son consulat, ce qui soulève une question relevant du fond. Il est évidemment important pour le maintien et le développement de la primauté du droit entre les Etats que les obligations conventionnelles soient respectées et que si elles ne le sont pas une réparation soit demandée. L'intérêt réciproque des Etats au respect effectif des obligations découlant de la convention de Vienne sur les relations consulaires est d'autant plus grand dans le monde d'aujourd'hui où les individus se mélangent et le feront encore plus demain (et les ressortissants des Etats-Unis qui se déplacent à l'étranger ont plus que les ressortissants de n'importe quel autre Etat intérêt au respect de ces obligations). Selon moi, ces considérations vont au-delà des graves difficultés que cette ordonnance entraînera pour les autorités des Etats-Unis et de la Virginie.

(Signé) Stephen M. SCHWEBEL.